

## Premières tendances des finances locales Situation au 30 septembre 2009

Les **charges de fonctionnement** progressent sur les neuf premiers mois de 2009 pour toutes les catégories de collectivités, mais marquent un ralentissement sensible. Elles augmentent ainsi de +5,0% pour les départements (contre +7,2% en 2008), de +4,9% (contre +8,3% en 2008) pour les régions. Pour ces deux types de collectivités, les frais de personnel restent dynamiques, même si leur croissance est moindre que celle enregistrée sur l'exercice précédent. Pour les communes, une progression des charges de fonctionnement de +2,2% est attendue en 2009 contre +3,6% en 2008. La progression modérée des achats et charges externes, et dans une moindre mesure, des frais de personnel expliquent ce ralentissement.

Les groupements de communes voient leurs dépenses augmenter dans les mêmes proportions que sur l'exercice précédent (+6,2% en 2009 et +6,4% en 2008). Les frais de personnel sont particulièrement dynamiques (+10,4%) dans ces collectivités.

Les charges financières diminuent pour toutes les collectivités, à l'exception des groupements de communes, tant au regard des prévisions budgétaires que des montants réalisés au 30 septembre 2009. Cette évolution est la conséquence de la baisse des taux d'intérêts mais aussi du ralentissement de l'investissement observé en 2008.

Les **produits de fonctionnement** enregistrent une légère croissance sur les neuf premiers mois de 2009, en net ralentissement par rapport à 2008. Ainsi, les produits des communes progressent de 1,0% contre 2,0% en 2008, ceux des départements augmentent de +0,9% contre +3,7% en 2008. Pour les régions la progression est de +1,7% contre +6,8% en 2008. En revanche, les produits des groupements de communes ne se contractent pas et restent dans la même tendance que sur l'exercice précédent (+5,1% en 2009 et 5,5% en 2008).

Les impositions directes progressent en 2009 sensiblement au même rythme qu'entre 2007 et 2008 pour les communes (+3,6% en 2009 et +3,9% en 2008) et sont particulièrement dynamiques pour les départements (+10,8% en 2009 contre 4,7% en 2008). Elles compensent ainsi la baisse assez sensible des impôts indirects et autres taxes pour ces deux catégories de collectivités (-8,3% pour les communes et -11,4% pour les départements). En revanche, ces deux catégories de recettes restent dynamiques pour les groupements de communes (+4,5% pour les impositions directes en 2009, +5,2% pour les impôts indirects) et augmentent plus modérément pour les régions (+2,4% en 2009 pour les impositions directes, +1,6% pour les impositions indirectes).

Au 30 septembre 2009, les **dépenses d'investissement** sont en recul pour toutes les catégories de collectivités (-9,2% pour les communes, -10,7% pour les groupements de communes, -4,1% pour les départements), à l'exception des régions (+3,7%). Toutefois, les effets de la mesure de versement anticipé du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ont permis, sur les trois premiers trimestres de 2009, de limiter la baisse de l'investissement (cf. encart).

Les **ressources d'investissement** progressent sensiblement du fait des versements anticipés du FCTVA dans le cadre du plan de relance de l'économie : +28,3% pour les communes, +67,3% pour les départements, +57,4% pour les régions. Les groupements de communes<sup>1</sup>, faiblement impactés par la mesure, voient leurs ressources d'investissement diminuer de 0,2%.

**Le plan de relance en faveur de l'investissement des collectivités locales :  
la mesure de versement anticipé du FCTVA**

Le FCTVA assure aux collectivités locales la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA qu'elles acquittent sur une partie de leurs dépenses réelles d'équipement. Le versement de la compensation est effectué avec deux années de décalage par rapport à l'année de la dépense<sup>1</sup>.

Dans le cadre du plan de relance pour l'économie, la loi de finance rectificative pour 2009 a réduit à un an le délai de versement du FCTVA pour les collectivités qui s'engagent, par la signature d'une convention avec le Préfet, à augmenter leurs dépenses d'équipement en 2009 par rapport à la moyenne des exercices 2004 à 2007. Les collectivités signataires de conventions ont donc perçu, pour l'exercice 2009, les attributions de FCTVA dues au titre des dépenses des exercices 2007 et 2008. Cette réduction du délai sera conservée pour les exercices suivants si la collectivité respecte son engagement.

19.498 collectivités (parmi elles, 17.160 communes, 90 départements et 23 régions), ont signé une convention et se sont engagées à augmenter leurs dépenses d'équipement par rapport à leur moyenne des exercices 2004 à 2007.

**Evolution des dépenses d'équipement des collectivités entre septembre 2008  
et septembre 2009 selon leur engagement dans le plan de relance**

Ensemble des collectivités	Collectivités signataires	Collectivités non signataires
-9,05%	-2,86%	-19,27%

L'effort d'équipement réalisé par les collectivités signataires permet d'infléchir la baisse de l'investissement et de contribuer ainsi au soutien de l'activité économique.

<sup>1</sup> Pour les communautés de communes et d'agglomération, le versement est réalisé l'année de la dépense ouvrant droit au FCTVA.

# TABLEAU DE SYNTHESE

## Ensemble des collectivités

(budgets principaux des communes, départements, régions  
et groupements de communes)

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement dont :</b>	140 074	+5,63	+3,78	+3,84	<b>Produits de fonctionnement dont :</b>	167 114	+3,54	+0,93	+1,50
Achats et charges externes	27 476	+4,82	+2,11	+2,45	Impôts directs	65 151	+4,29	+4,69	+5,90
Frais de personnel	48 063	+7,96	+4,18	+4,67	Impôts indirects et autres taxes	32 953	+5,55	-3,27	-6,43
Subventions et contingents	55 493	+3,86	+3,49	+4,51	Concours de l'Etat	48 252	+1,39	-1,94	-0,79
Charges financières	4 610	+10,54	+7,08	-21,08	Subventions et participations	8 013	+3,68	+0,94	+7,36
<b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b>	55 244	-2,89	-4,20	-5,96	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>	19 895	-2,18	+5,83	+33,25
Dépenses d'équipement	40 024	-3,23	-6,50	-9,63	FCTVA	5 045	+12,38	+53,59	+118,33
Subventions d'équipement versées	13 088	+0,85	+0,07	+2,80	Autres dotations et subventions	10 044	-1,15	-5,56	-2,87

Notes :

- (1) évolution des prévisions annuelles connues de la DGFIP à la date du 30 septembre de chaque exercice ;
- (2) évolution constatée en exécution sur les neuf premiers mois des exercices 2008 et 2009.

## TABLEAUX DETAILLES

**Tableau 1.1 : les communes (budgets principaux seuls)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement dont :</b>	60 987	+3,60	+1,81	+2,16	<b>Produits de fonctionnement dont :</b>	71 029	+2,00	+0,75	+0,95
Achats et charges externes	15 513	+4,30	+0,83	+1,42	Impôts directs	27 156	+3,90	+4,36	+3,58
Frais de personnel	31 271	+2,90	+1,52	+2,08	Fiscalité reversée par les GFP	8 077	+0,70	-2,16	+1,10
Subventions et contingents	9 227	+4,10	+2,51	+3,96	Impôts indirects et autres taxes	5 488	-0,30	-6,76	-8,35
Charges financières	2 455	+6,40	+1,92	-15,74	Concours de l'Etat dont :	19 416	+1,70	-1,80	-1,56
					- <i>Péréquation et compensations fiscales</i>	2 712	-2,48	-8,19	-9,00
					- <i>DGF</i>	16 324	+1,90	-0,73	-0,78
					Subventions et participations	2 803	-0,32	+2,19	+3,89
<b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b>	23 283	-8,00	-1,20	-9,25	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>	11 285	-5,61	+4,48	+28,34
Dépenses d'équipement	21 389	-7,42	-2,91	-11,93	FCTVA	2 650	+11,04	+44,65	+120,50
Subventions d'équipement versées	1 081	-6,40	+7,44	+26,63	Autres dotations et subventions	5 503	-5,22	-4,47	-7,33

**Tableau 1.2 : les communes (consolidation budgets principaux et budgets annexes)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement</b>	62 322	+3,57	+0,95	+2,14	<b>Produits de fonctionnement</b>	73 117	+1,98	+0,59	+1,38
<b>Emplois d'investissement (hors dette)</b>	24 801	-7,60	-0,89	-9,18	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b>	11 919	-5,31	+4,62	+27,08

Notes :

- (1) évolution des prévisions annuelles connues de la DGFIP à la date du 30 septembre de chaque exercice ;
- (2) évolution constatée en exécution sur les neuf premiers mois des exercices 2008 et 2009.

**Tableau 2.1 : les groupements à fiscalité propre (budgets principaux seuls)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement dont :</b>	15 253	+6,38	+7,82	+6,23	<b>Produits de fonctionnement dont :</b>	18 794	+5,47	+7,78	+5,10
Achats et charges externes	4 873	+6,22	+6,50	+4,63	Impôts directs perçus	13 448	+4,29	+6,41	+4,51
Frais de personnel	4 519	+7,57	+9,06	+10,44	Fiscalité reversée aux communes	-8 077	+0,62	-2,16	-21,77
Subventions et contingents	4 259	+5,14	+7,51	+4,58	Impôts indirects et autres taxes	3 735	+4,64	+8,62	+5,20
Charges financières	669	+14,20	+13,39	-24,78	Concours de l'Etat dont :	7 132	+1,66	+0,99	-0,60
<b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b>	8 115	-2,08	-3,97	-10,71	- <i>Péréquation et compensations fiscales</i>	824	-3,09	-13,68	-11,84
Dépenses d'équipement	6 336	-2,40	-4,85	-12,84	- <i>DGF</i>	6 256	+2,18	+2,76	+0,62
Subventions d'équipement versées	1 098	+0,84	+4,00	+5,08	Subventions et participations	797	+3,04	-1,02	+0,50
					<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>	3 391	+3,21	-4,36	-0,22
					FCTVA	767	+25,25	+1,59	+32,60
					Autres dotations et subventions	1 722	+7,35	-3,57	-5,86

**Tableau 2.2 : les groupements à fiscalité propre (consolidation budgets principaux et budgets annexes)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement</b>	17 026	+6,43	+7,19	+4,96	<b>Produits de fonctionnement</b>	21 214	+5,88	+7,45	+6,68
<b>Emplois d'investissement (hors dette)</b>	9 377	-2,19	-3,63	-11,53	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b>	3 991	+2,25	-3,31	-3,71

Notes :

- (1) évolution des prévisions annuelles connues de la DGFIP à la date du 30 septembre de chaque exercice ;
- (2) évolution constatée en exécution sur les neuf premiers mois des exercices 2008 et 2009.

**Tableau 3 : les départements (budgets principaux seuls)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement dont :</b>	48 631	+7,19	+4,79	+4,95	<b>Produits de fonctionnement dont :</b>	56 341	+3,69	+2,54	+0,90
Achats et charges externes	5 650	+5,93	+0,28	+2,85	Impôts directs	19 920	+4,74	+10,01	+10,75
Frais de personnel	9 928	+19,14	+7,76	+7,74	Impôts indirects et autres taxes	16 654	+3,91	-6,68	-11,38
Subventions et contingents	31 367	+4,01	+4,28	+4,82	Concours de l'Etat dont :	13 316	+0,91	+0,89	-0,88
Charges financières	890	+14,06	+11,23	-24,49	- Péréquation et compensations fiscales	1 042	-10,59	-10,59	-5,59
<b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b>	14 358	+1,07	-4,96	-4,06	- DGF	11 849	+2,12	+1,91	-0,25
Dépenses d'équipement	8 542	+2,56	-5,43	-4,77	Subventions et participations	3 893	+6,59	+3,23	+12,75
Subventions d'équipement versées	5 498	+2,13	-4,86	-3,02	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>	3 289	+2,42	+19,72	+67,33
					FCTVA	1 095	+9,71	+95,52	+164,84
					Autres dotations et subventions	1 707	+3,32	-4,63	+6,51

**Tableau 4 : les régions (budgets principaux seuls)**

DEPENSES					RECETTES				
	2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)		2008 définitif (en millions d'euros)	Evolution 2008/2007 définitif (%)	Evolution des prévisions budgétaires 2009/2008 (%) (1)	Evolution des réalisations 2009/2008 (%) (2)
<b>Charges de fonctionnement dont :</b>	15 203	+8,28	+4,37	+4,89	<b>Produits de fonctionnement dont :</b>	20 951	+6,82	+3,69	+1,73
Achats et charges externes	1 441	+1,63	+8,59	+5,17	Impôts directs	4 627	+4,72	+5,41	+2,42
Frais de personnel	2 346	+47,01	+13,85	+15,55	Impôts indirects et autres taxes	7 075	+15,62	+4,93	+1,68
Subventions et contingents	10 640	+2,73	+0,56	+4,07	Concours de l'Etat dont :	8 388	+1,23	+0,49	+1,08
Charges financières	596	+19,90	+12,92	-35,64	- Péréquation et compensations fiscales	216	-9,23	-8,30	-14,50
<b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b>	9 488	+4,45	+4,39	+3,69	- DGF	5 273	+1,31	+1,89	+1,71
Dépenses d'équipement	3 758	+9,35	-0,73	+0,45	Subventions et participations	521	-10,64	+5,13	+15,89
Subventions d'équipement versées	5 411	+1,12	+4,28	+3,72	<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>	1 929	+2,37	+27,86	+57,41
					FCTVA	533	+8,29	+91,04	+113,22
					Autres dotations et subventions	1 112	+1,26	+5,47	+12,91

Notes :

- (1) évolution des prévisions annuelles connues de la DGFIP à la date du 30 septembre de chaque exercice ;
- (2) évolution constatée en exécution sur les neuf premiers mois des exercices 2008 et 2009.

### **Précisions méthodologiques :**

La présente note décrit les premières tendances d'évolution des finances locales (communes, groupements de communes<sup>2</sup>, départements et régions) observées au cours de **l'exercice 2009**.

Ces évolutions sont celles des données observées dans les comptes des collectivités et des groupements à fiscalité propre (GFP) arrêtés **au 30 septembre 2009** et comparées **au 30 septembre 2008**. Elles retracent donc la situation des comptes des collectivités locales pour les **9 premiers mois de l'année 2009**.

Afin de faciliter l'analyse, en complément des évolutions constatées en exécution sur les 9 premiers mois de l'année 2009, la note rappelle les évolutions observées sur l'ensemble de l'année 2008 par rapport à 2007, ainsi que celles des budgets 2009 votés par rapport aux budgets 2008 votés.

En ce qui concerne les données des budgets votés, il s'agit de l'ensemble des décisions budgétaires prises (budgets primitifs et décisions modificatives) et transmises aux services de la DGFIP avant la date du 30 septembre 2009.

L'activité de nombreux services publics des communes et des groupements de communes, notamment les services industriels et commerciaux, est retracée dans des budgets annexes. Aussi, afin de fournir une vision la plus complète possible des finances du « bloc communal », un tableau regroupant les données des budgets principaux et des budgets annexes est présenté, en plus des données des budgets principaux seuls, pour ces deux catégories de collectivités.

Afin d'éliminer les doubles comptes, les opérations réciproques entre les deux types de budgets retracées dans les comptabilités ont été neutralisées.

---

<sup>2</sup> Communautés urbaines, communautés de communes, communautés d'agglomération, syndicat d'agglomérations nouvelles